

Burundi : Nkurunziza réapparaît et n'exclut pas un léger report des élections

@rib News, 17/05/2015 - Source AFP Pour la première fois depuis l'annonce du coup d'État au Burundi, le président Pierre Nkurunziza est apparu publiquement dimanche à Bujumbura, dix jours du début d'élections générales qui pourraient être légèrement reportées. Vêtu d'un costume bleu à manches courtes, l'air détendu et souriant, M. Nkurunziza s'est exprimé brièvement devant la presse à son palais du centre de la capitale, serrant même la main de quelques journalistes. Il n'a cependant pas parlé des derniers événements politiques dans son pays, se contentant d'évoquer en trois phrases des mesures contre de possibles attentats islamistes.

C'est la première apparition officielle et publique de M. Nkurunziza, cinq jours après la tentative de coup d'État qui a menacé de le renverser alors qu'il assistait en Tanzanie à un sommet régional sur la crise politique que connaît actuellement le Burundi. Depuis fin avril, le chef de l'État, au pouvoir fin avril depuis 2005, fait face à un mouvement de contestation populaire contre sa candidature à un troisième mandat pour la présidentielle du 26 juin, ceci alors que des élections législatives et communales sont théoriquement prévues dès le 26 mai. Les militaires putschistes avaient justifié leur tentative de coup par le "mepris" de M. Nkurunziza envers son peuple sur cette question d'un troisième mandat, que l'opposition et la société civile jugent anticonstitutionnel. Alors que le putsch était encore en cours, le président est rentré dès jeudi soir au Burundi, selon la présidence, d'abord dans sa région natale de Ngozi (nord) puis à Bujumbura vendredi, prévoyant l'annonce de la mutinerie. Une vingtaine de putschistes, dont au moins trois meneurs, ont depuis lors été arrêtés et présentés à la justice. Le cerveau présumé du coup, le général Godefroid Niyoyezimana, ex-compagnon d'arme de Pierre Nkurunziza au sein de la guérilla hutu aujourd'hui au pouvoir, est toujours en fuite, selon les autorités. Ces événements se déroulent dix jours du scrutin législatif, dont la campagne --détail presque surréaliste dans le contexte actuel-- a officiellement déjà commencé. Et ce malgré de multiples appels pour un report des élections générales, notamment de l'Union européenne, des États-Unis et même l'Union africaine, qui jugent le climat peu propice à leur bonne tenue. - Un report de 'deux ou trois jours' - Interrogé dimanche à ce sujet, un conseiller à la présidence, Willy Nyamitwe, a évoqué pour la première fois depuis le début de la crise un possible report, infime toutefois, du processus électoral: "À sa s'est passé en 2005, à sa s'est passé en 2010, pourquoi à sa ne se passerait pas en 2015 si la Commission (électorale) trouve qu'on peut faire un glissement de deux au trois jours, d'une semaine...". Il revient à cette Commission (Ceni) d'évaluer "si les conditions sont réunies pour la tenue des élections", a-t-il toutefois souligné, rappelant également les "délais" imposés par la Constitution pour éviter toute vacance du pouvoir. Le report des élections est demandé par certains responsables de l'opposition, mais les manifestants exigent avant tout le retrait de la candidature de M. Nkurunziza. M. Nyamitwe a par ailleurs "condamné avec la dernière énergie" les attaques qui ont visé plusieurs radios privées pendant la tentative de putsch. La présidence "regrette vraiment qu'on en arrive à faire taire les médias d'une façon aussi violente", a-t-il déclaré, assurant que ces médias pouvaient reprendre leurs émissions "à n'importe quel moment". La RPA, la Radio-Télévision Renaissance, et deux autres radios privées, Bonesha et Isangarino, qui avaient diffusé les messages des putschistes, ont été attaquées par les forces pro-Nkurunziza pendant la tentative de coup et ne peuvent plus émettre aujourd'hui. Dès le premier jour des manifestations, ces radios avaient été la cible des autorités, la RPA étant même complètement coupée. Une autre station privée, Radio Rema, considérée comme la voix du Cndd-Fdd au pouvoir, a été saccagée par des manifestants opposés au troisième mandat. Il ne reste quasiment plus aujourd'hui de médias privés indépendants au Burundi, alors que la radio-télévisuelle (RTNB) continue elle de relayer les messages présidentiels. Le patron de la RPA a fui à l'étranger et plusieurs journalistes de médias privés se cachent. Opposants et membres de la société civile craignent les représailles du pouvoir et des Imbonerakure. Ces jeunes du parti présidentiel sont accusés d'appuyer les services de sécurité et sont très implantés dans le quartier de Kamenge, un fief du Cndd-fdd en périphérie nord-est de Bujumbura. Après trois semaines de contestation, la capitale connaissait dimanche une journée d'accalmie, avec une activité réduite dans les rues du centre-ville. Aucune manifestation n'était prévue en cette journée de "trêve", selon un leader de la contestation, qui a promis une reprise des rassemblements "lundi matin", même si des manifestants disaient avoir conscience des risques d'une poursuite de la mobilisation. Dès son retour vendredi à Bujumbura, le chef de l'État a clairement mis en garde les opposants à sa candidature présidentielle, faisant le lien entre les manifestants et les militaires qui ont tenté de le renverser, tout en exigeant "avec force" l'"arrêt immédiat du soulèvement" populaire.